Editorial

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/grm/194>

DOI : 10.4000/grm.194

ISSN : 1775-3902

Éditeur

Groupe de Recherches Matérialistes

Référence électronique

« Editorial », *Cahiers du GRM* [En ligne], 2 | 2011, mis en ligne le 13 octobre 2011, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/grm/194> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/grm.194>

Editorial

Ce deuxième Cahier est consacré à une exploration de la « Séquence rouge » italienne (1960-1980) que le GRM a plusieurs fois abordé dans ses recherches¹. Cette exploration portera moins sur le *récit* de la séquence et du trajet de ses protagonistes – l’archipel politico-théorique de la *Nuova Sinistra* – que sur les formes d’inscription politique cherchées par les groupes, mouvements et partis, ainsi que par les théoriciens, en fonction des conditions historiques de l’époque. Ainsi, notre attention s’est portée principalement, et conformément à la problématique du GRM, sur les effets produits par cette conjoncture singulière sur les analyses et les propositions organisationnelles.

On comprendra que le « cas italien » nous intéresse pour des raisons bien différentes de celles qui animent la plupart des études et des analyses consacrées à ce pays à l’histoire tourmentée, l’identité souvent insaisissable et l’avenir incertain. Dans les commentaires et les analyses qui portent sur l’actualité italienne, ou sur des séquences plus étendues de la période contemporaine (l’histoire de l’Etat national fondé au XIX^{ème} siècle, ou celle de la République italienne née en 1946), résonnent toujours les mêmes questions, comme autant de spectres qui hantent, et brouillent, la saisie de l’histoire réelle. Ces questions concernent les potentialités que la Péninsule recèle d’accéder à une modernité enfin accomplie ; les raisons de ce qui semblerait

¹ Ainsi la seconde partie de la première année du séminaire du GRM fut consacrée à l’opéraïsme italien (voir *Séminaire du GRM 1^{re} année*, séance du 26 avril 2008, <http://f.hypotheses.org/wp-content/blogs.dir/1106/files/2013/01/GRM-1-16-seance-Turchetto.pdf>; et http://f.hypotheses.org/wp-content/blogs.dir/1106/files/2013/01/GRM-1-Annexe-16-seance-Alunni_L_operaismo_de_finitif.pdf) ; plusieurs séances du séminaire de la troisième année ont traité des luttes étudiantes en Italie (voir *Séminaire du GRM*, séance du 1 mai 2010, <http://f.hypotheses.org/wp-content/blogs.dir/1106/files/2013/01/GRM3.ROUGE-ITALIENNE.Cavazzini.pdf>). Enfin, une partie du travail de certains d’entre nous a pour objet la remise au jour d’une séquence trop longtemps déniée et refoulée dans la mémoire historique et politique (voir Andrea Cavazzini, *Le printemps des intelligences, La Nouvelle gauche en Italie*, Bibliothèque de philosophie sociale et politique, Europhilosophie-Editions, 2009, <http://www.europhilosophie-editions.eu/fr/spip.php?article18>).

bien représenter une histoire de rencontres manquées avec les formes institutionnelles et sociales « normales » propres aux libéral-démocraties des pays « avancés » ; le bilan, optimiste ou pessimiste, des tendances à la « normalisation » de la vie nationale. Les italiens refuseront-ils le « populisme » ? Développeront-ils un sain et vertueux « patriotisme constitutionnel » ? L'Italie est-elle d'ores et déjà une démocratie achevée et viable, ou bien représente-t-elle un échec du point de vue des critères institutionnels et « moraux » de l'Occident démocratique ?

Il faudrait écrire la généalogie de ce discours selon lequel le salut de l'Italie consisterait dans une normalisation qui la rapprocherait des libertés économiques anglo-saxonnes, de l'efficacité étatique politique et administrative française et de la discipline sociale et productive allemande – ces éternels clichés (qui contiennent un grain de vérité) indissociables de cet autre cliché (lui aussi non dénué de vérité) d'une Italie éternellement anarchique, archaïque, corrompue et « incivile ». Mais peu importe son trajet généalogique : ce discours a été profondément intériorisé, en particulier après la chute du mur de Berlin et la crise des options communistes, par la Gauche italienne, dont le programme s'est définitivement réduit depuis longtemps à faire de l'Italie un pays « normal » selon les critères du Nouvel Ordre mondial issu de la dissolution du bloc soviétique : à savoir, un espace lisse, « ouvert » à la circulation désentravée des capitaux et des marchandises². De son côté, la

² Une analyse impitoyable de la dérive de la gauche post-communiste italienne est celle de Perry Anderson, « An Invertebrate Left », in *London review of books* 5, 31 march 2009, p. 12-18, version on-line <http://www.lrb.co.uk/v31/n05/perry-anderson/an-invertebrate-left>. Anderson reproche aux héritiers du Parti Communiste Italien le gaspillage d'une tradition et d'un patrimoine politiques imposants, et leur connivence vis-à-vis de la Droite et de ses intérêts plus ou moins légitimes. Le texte de P. Anderson, qui esquisse un profil idéologique et politique de la gauche italienne et de ses contradictions, est riche en analyses, tantôt impeccables tantôt discutables. Il insiste assez peu sur la distance que la gauche post-communiste a pris vis-à-vis des classes laborieuses qui furent le « socle dur » de sa base sociale, et qui est au moins autant responsable de ses dérives politiques que les matrices idéologiques « tacticistes » et historicistes que privilégie l'analyse de l'historien anglais. Il nous semble pourtant que ce passage exprime assez bien le contexte idéologique dont la gauche fut, à partir des années 1990, l'un des piliers : « Under the Second Republic [la phase politique ouverte immédiatement après la dissolution du bloc soviétique et des partis dominants depuis l'après-guerre, communistes, démo-chrétiens et socialistes], opinion in the central organs of Italian print culture has rarely deviated from the neoliberal doxa of the period. Most of its output in this period was indistinguishable from what could be found in the neo-tabloid papers of Spain, France, Germany, England or elsewhere. No self-respecting commentator failed to call for reforms to cure society's ills, for which the remedy was always the need for more competition in services and education, more freedom for

Droite qui s'organisa au début des années 1990 autour d'un entrepreneur à succès et qui était également à la recherche d'une identité post-fasciste, préconisait l'instauration d'une vaste modernisation libérale « thatcherienne » ou « reaganienne ».

Mais qu'il s'agisse de la version néo-labouriste (« blairienne ») ou de celle néo-libérale (« reaganienne »), cet idéal de « modernité » et de « normalité » s'est construit précisément *contre* ce qui reste d'impossible à « normaliser » dans l'histoire italienne des années 1960 et 1970, et qui représente pour nous tout ce qu'il y a d'intéressant dans la Séquence rouge : à savoir, comme l'énonça la Commission Trilatérale des Années 1970, que l'Italie représenta, pendant de longues années, un « milieu » hautement défavorable à la reproduction des rapports capitalistes et au gouvernement sans partage de leurs fondés de pouvoir.

Si l'on voulait caractériser la Séquence rouge par une formule, inévitablement simplificatrice, on pourrait proposer la suivante : les années 1960 et 1970 ont été les années de la *centralité ouvrière*, et de la jonction politique entre, d'une part, la classe ouvrière de la grande industrie « fordiste », incarnée par le grand Léviathan turinois FIAT, et, de l'autre, de fractions de l'intelligentsia provenant d'abord des partis de la gauche entrés dans une crise profonde à la fin des années 1950, et, ensuite, des jeunes générations étudiantes subissant les contradictions de la scolarisation de masse et de la soumission directe de la production de savoirs aux rapports capitalistes. Cette rencontre représenta le ressort d'un processus politique qui, sans jamais avoir réussi à se stabiliser, parviendra à bouleverser les coordonnées théoriques et organisationnelles des pratiques politiques de toute une époque.

Bien entendu, il ne s'agit aucunement de *réduire* le foisonnement d'expérimentations et de mouvements qui caractérisa la Séquence rouge à la logique simple de la contradiction capital/travail et à ses prolongements organisationnels. Des expériences telles que le mouvement féministe ou la mouvance anti-psychiatrique demandent sans aucun doute une analyse immanente en mesure de saisir leur singularité irréductible : d'ailleurs, la spécificité de la Séquence rouge consiste justement dans la massivité et la

the market in production and consumption, and a more disciplined and streamlined state, variations turning only on the sweeteners to be offered to those on the receiving end of the necessary adjustments ».

force du processus de déplacement des sites de la politique qui a fini par transformer les contenus, les buts et les formes d'exercice de la pratique politique. Les années 1960 et 1970 connurent une re-politisation radicale de tout ce que la « gestion des affaires courantes » assignerait plutôt aux dynamiques aléatoires des opinions, des mœurs privées, et en dernière instance de la « société civile » – cette sphère que les théories libéral-démocratiques de l'Etat de droit considéraient comme le lieu par excellence de la neutralisation, voire de l'impolitique.

Dans la Séquence rouge, toute sorte de pratiques et de relations, y compris les plus apparemment anodines, furent investies en tant qu'enjeux politiques, d'où ressortaient des problèmes de pouvoir, d'affrontement, de libération collective. Mais cette politisation diffuse et radicale supposait la possibilité de soustraire tous ces contenus « émergents » à la neutralisation du Grand Animal « social » ou « sociétal », et de les inscrire dans une tendance stratégique – certes discontinue, ouverte à la contingence et à l'hétéronomie consubstantielles à la politique, mais néanmoins effective – une tendance à traiter des points politiques décisifs : l'autonomie politique des classes laborieuses, le contrôle collectif de l'économie par les producteurs, la praticabilité d'une option communiste dans un pays à capitalisme avancé...³

Il faut se doter d'outils conceptuels, à la fois historiques et théoriques, aptes à saisir la dimension proprement politique – alors même que notre hypothèse est qu'il n'y a de politique qu'impropre – des différents aspects de la Séquence rouge, non pas pour effacer, mais au contraire pour faire ressortir le chiasme entre le devenir impropre de la politique et le devenir politique de l'impropre. Bref, il s'agit d'éviter à tout prix la mythologie qui oppose le « social » polymorphe à la politique castratrice pour saisir au contraire la

³ L'historien Giovanni de Luna, ancien membre de *Lotta Continua*, a récemment caractérisé l'option stratégique des protagonistes de la Séquence rouge italienne comme visant la constitution d'« un réseau très serré d'associations et d'institutions à construire directement dans la société civile, à même la spontanéité et la créativité des mouvements de base. De cette position jailliront quelques-unes des propositions politiques les plus intéressantes de l'époque : l'activisme dans les prisons, dans les institutions les plus "séparées", comme l'armée ou la magistrature, la lutte contre les asiles et la ségrégation de la folie » (G. de Luna, *Le ragioni di un decennio. 1969-1979. militanza, violenza, sconfitta, memoria*, Milan, Feltrinelli, p. 77). Le positionnement dont parle G. de Luna fut en effet en premier lieu celui de *Lotta Continua*, qui interpréta exemplairement la dialectique entre centralité ouvrière et multiplicité des émergences sociales. Mais tous les groupes nés de la rencontre ouvriers-étudiants après 1969 seront marqués par cette dialectique qui représentait la condition de possibilité de leur existence.

double inscription réciproque qui articule contingence et stratégie, éclatement et convergence, hétéronomie et décision.

Historiquement, l'articulation décisive qui a soutenu la consistance politique des innombrables expérimentations de la Séquence rouge fut celle entre : 1) la force de la conflictualité et du contre-pouvoir ouvriers dans les structures industrielles du capitalisme avancé ; 2) les mutations internes aux processus de production et de diffusion des savoirs ; 3) la présence d'une culture politique « moléculaire » et diffuse, d'une éducation politique de masse, que garantissait l'existence des grands partis de la Gauche historique (parti communiste et parti socialiste), mais aussi celle des innombrables noyaux dissidents héritant des gauches hérétiques, des activismes locaux et du militantisme de base – tout un patrimoine subjectif permettant la contestation de ses propres scléroses. Les catastrophes historiques et la destruction organisée de la mémoire – qui a atteint en Italie un véritable et grotesque paroxysme – ont jeté un voile d'opacité et de méfiance vis-à-vis tant du référentiel ouvrier de la politique d'émancipation du XX^{ème} siècle que de ses formes organisées (les partis et les syndicats de masse). Mais la « tenue » de ces deux référentiels était, au moins dans la seconde moitié du siècle passé, la condition de la capacité des activismes et des mobilisations à produire des résultats généralisables, à modifier des rapports de force et à changer l'état des situations données à l'échelle de l'ensemble des rapports sociaux.

La clarté de cette dialectique de la Séquence rouge italienne fait de celle-ci un objet d'étude privilégié pour poser des questions qui ont partie liée avec le programme de recherche du GRM, centré sur l'analyse des *conjonctures*. D'abord, la question de l'éclipse des référentiels de la politique émancipatrice du XX^{ème} siècle. Cette disparition, loin de représenter la fin du sommeil dogmatique dont les signifiants-maîtres de la Classe et du Parti sont considérés aujourd'hui comme les paradigmes, est ce qui fait actuellement de la politique un exercice difficile, souvent impuissant, toujours rare. L'épuisement de ces référentiels rend sans aucun doute impossible leur répétition directe et immédiate, mais cette impossibilité ressemble moins à la prise de conscience de leurs limites internes qu'à une impasse vis-à-vis d'un problème sans solution. L'étude de la Séquence rouge pourrait nous aider à penser le lien, aujourd'hui fort opaque, entre la politique d'émancipation et ses conditions, par définition hétéronomes, d'efficacité. Mieux, la Séquence rouge elle-même fut l'histoire des tentatives d'articuler ce lien, de transformer en projet et en pratique efficaces le potentiel que ces référentiels représentaient,

voire la *différence* de potentiel qu'ils déterminaient dans les rapports sociaux de l'Italie du capitalisme avancé. Cette différence de potentiel, sur laquelle une initiative politique générale pouvait s'appuyer, était la condition de la persistance d'un rapport de forces défavorable à la reproduction de l'ordre capitaliste : des processus politiques inédits purent s'y développer et faire prise. La Séquence rouge fut dominée par l'urgence d'articuler et de consolider ces processus, et donc de préserver l'état des rapports de forces qui garantissait une maîtrise au moins partielle sur le champ politique et social. Tout le problème consistait dès lors à trouver les formes politiques et les analyses théoriques les plus aptes à se saisir de cette situation chargée de potentialité, et à établir des liens efficaces entre les différents foyers de mobilisation et de rupture avec l'ordre établi. Les groupes d'enquête des années 1960, les nombreuses revues théoriques et/ou militantes (*Quaderni Rossi*, *Quaderni Piacentini*, *classe operaia*, *Lotta Continua*...), les formations politiques constituées après 1969, jusqu'aux collectifs autonomes : toutes ces expérimentations témoignent de la recherche d'*opérateurs transversaux de politisation* visant à établir des liens entre les différents sites ouverts à l'action politique.

La nature plurielle et novatrice de ce processus n'est aucunement en contradiction avec l'efficacité des référentiels qu'on vient d'indiquer ; au contraire, cette efficacité impulsait l'invention organisationnelle et théorique en lui fournissant des assises matérielles et un ordre du jour contraignant, déclenchant une dialectique ouverte, et souvent très conflictuelle, entre les nécessités propres à ce cadre et le processus de l'expérimentation politique. En particulier, la rencontre des ouvriers et des étudiants devait avoir lieu dans le cadre d'une initiative globale où le rôle stratégique de la grande usine n'excluait nullement, mais au contraire soutenait et inspirait, la contestation-transformation d'autres sphères des rapports sociaux. Pour montrer les enjeux de cette vision de la « centralité ouvrière », il suffira de citer un texte datant de 1968, dont les auteurs, Luigi Bobbio et Guido Viale, furent des dirigeants du Mouvement étudiant et ensuite de *Lotta Continua* :

La rencontre entre étudiants et classe ouvrière ne doit pas avoir lieu sur la base de l'"attention" populiste pour les travailleurs, ni sur celle de la formation idéologique de petits noyaux ouvriers de la part d'étudiants qui, tout en étant dépourvus d'une formation réellement fondée sur le rapport avec la Classe, s'autoproclament cadres révolutionnaires, mais à

partir de la possibilité d'une lutte contre le système social tout entier, lutte gérée et dirigée en première personne par les ouvriers eux-mêmes⁴.

Cette vision de l'intervention politique, qui s'oppose tant à la pratique des grands partis de masse parlementarisés qu'au modèle de l'établissement, vise à généraliser, par transfert et « traduction » d'un site social aux autres, *l'actualité d'un rapport de force favorable* qui se fonde sur l'existence en acte d'une pratique de lutte victorieuse.

Un autre ordre de réflexion pourrait dès lors être suggéré, portant sur les retournements et les détournements dont les conjonctures et les processus de politisation sont susceptibles lorsque les différences de potentiel basculent en faveur du camp des classes dominantes. Il ne fait aucun doute que, après la fin de la Séquence rouge, l'Italie devint un laboratoire des stratégies institutionnelles et idéologiques typiques de la « contre-révolution » néolibérale. En Italie, la vague « contre-révolutionnaire » fut directement proportionnelle à l'intensité du processus qui l'avait précédée : on peut parler d'une véritable vengeance, voire d'une persécution, que les classes dominantes italiennes mirent en acte contre tous les groupes sociaux qui avaient « pris la parole » en devenant des sujets politiques à part entière au cours des années 1960-1970. Nous faisons allusion aux attaques sauvages contre les conditions de vie des classes laborieuses et leur visibilité publique ; à la destruction programmée et fanatique des institutions d'éducation et de recherche, de l'Ecole primaire à l'Université ; à la misogynie haineuse oscillant entre la marchandisation du corps féminin dans les médias et les campagnes de criminalisation contre l'avortement et l'assistance médicale à la grossesse ; à la xénophobie et aux fantasmes d'invasion de la part de « hordes » d'immigrés clandestins ; à la transformation de tout phénomène social en problème d'ordre public. Tout cela fait partie de la stricte actualité italienne, mais il s'agit d'un phénomène plus complexe qu'une simple involution réactionnaire. L'irrationalité apparente de ces dérives – la difficulté à les ramener à une rationalité simplement politique ou économique – correspond en effet à l'exigence persistante d'en finir avec un moment traumatique de contestation des partages sociaux habituels, des ordres et des hiérarchies les plus incontestées et tenaces. Cette exigence résonne dans l'effacement du mot « travail » du vocabulaire politique et dans l'invisibilité

⁴ L. Bobbio et G. Viale, « Torino », dans *Problemi del socialismo*, n. 32, 1968, cité par G. de Luna, *op. cit.*, p. 79.

publique des problématiques liées au travail salarié, ainsi que dans les appels, aujourd'hui bien fréquents, à restaurer le respect de l'autorité et des valeurs traditionnelles contre les excès du féminisme, de la contestation étudiante et des revendications irraisonnées des travailleurs ; tout se passe comme si le spectre de la Séquence rouge ne pouvait être exorcisé que par la montée aux extrêmes de la violence exercée contre les sites et les strates qui gardent un lien – souvent bien faible, voire uniquement symbolique – avec la Grande Peur que ressentirent les classes dominantes pendant ladite Séquence. Ce qui soulève des questions à propos de la mémoire des conjonctures, de la manière dont elles continuent à résonner dans les formes de leur propre liquidation, et de la nécessité pour ces formes de garder en vie quelque chose de la conjoncture pour continuer à fonder leur propre légitimité sur son effacement.

Il s'agirait donc de penser les formes de la durée historique – « événements », « conjonctures », « séquences » – et les manières dont ces formes d'inscription dans la durée peuvent constituer la condition tant d'une réactivation que de la réitération de l'effacement. Il faudrait donc problématiser les disjonctions simples que tend à proposer la pensée politique radicale contemporaine entre le *statu quo* et la rupture, l'état de la situation et l'événement, le pouvoir constitué et l'irruption constituante, la « police » et la « politique » : la valeur d'exception des irruptions et des discontinuités peut devenir le fondement de la légitimité contre-révolutionnaire à partir du moment où l'exception elle-même est érigée en *Schreckbild*, en image terrifiante dont il faut à tout prix dépister et détruire préventivement les manifestations. La construction fantasmatique des « années de plomb » qui détermine aujourd'hui la mémoire publique de la Séquence rouge italienne se fonde justement sur la perpétuation du spectre d'une exception meurtrière qu'il s'agit de traquer et de combattre dans tous les sites – usines écoles, universités, syndicats, mouvements, manifestations... – qui pourraient être susceptibles de la reproduire. L'effet de paralysie de l'exception permanente, mythologisée par les pouvoirs en place, devrait amener à réfléchir sur les effets d'inversion qui sont indissociables de la frappe événementielle lorsqu'elle est séparée de la spécification des conditions sous lesquelles ses propres conséquences peuvent avoir lieu. Il faudrait prendre en considération la possibilité que l'insistance unilatérale sur les aspects d'irruption et d'interruption pourrait représenter un piège intellectuel si le moment de la *surrection* n'est pas articulé à celui de la construction patiente de nouveaux

ordres⁵. Ce qui suppose de s'interroger sur ce qui confère réellement une valeur et une consistance à ce que nous nommons « conjoncture ».

Quelle est la valeur critique du concept d'exception lorsque les pouvoirs en place imposent un état d'exception permanent comme dispositif de désagrégation préventive de toute initiative antagoniste ? Quelle est la valeur critique du concept de « crise » lorsque la pérennisation de la crise fonctionne comme imposition d'une temporalité accélérée, d'une urgence perpétuelle, face à laquelle les processus politiques ne parviennent que très rarement à opposer une consistance autonome ? Peut-on assigner à l'affirmation théorique ou discursive de l'exceptionnel, de l'imprévisible et de l'événementiel une valeur critique exclusive et nécessaire vis-à-vis des idéologies dominantes ? Peut-on considérer comme évident que la destruction des formes idéologiques qui soutiennent des rapports de force donnés ne saurait être possible que par une pensée de la différence, de la rupture évanouissante, du fragment et de la nouveauté – comme si le *statu quo* ne pouvait se reproduire que par la staticité, l'immobilisme et la volonté d'unification, et comme si la synthèse du multiple et le ralentissement du rythme de l'action n'avaient été de tout temps des tâches ou des opérations *révolutionnaires*, visant précisément à garder l'initiative et le contrôle de la situation. L'idée que la tâche primaire de la pensée politique critique consisterait à enregistrer, à traduire en discours, et du coup à mimer, les effets de déstructuration d'une émergence historique en quelque sorte traumatique s'avèrerait fort unilatérale : la tâche que la conjoncture présente à la pensée, et la possibilité pour cette pensée de déjouer les dispositifs intellectuels et idéologiques qui sont solidaires des rapports de domination existants, pourraient en effet consister dans l'élaboration d'une stratégie intellectuelle en mesure de maîtriser la multiplicité, le dynamisme et l'articulation complexes que déploie une séquence historique. Cette problématique de la consistance interne de la pensée et de ses effets critiques est cruciale pour l'intelligence de la Séquence rouge et de ses efforts théoriques : on la retrouve bien sûr chez les opéraïstes, et représente un héritage du marxisme dialectique centre-européen des années 1920 réactivé au cœur de la conjoncture italienne.

⁵ Selon G. de Luna, l'exigence propre à la Séquence rouge ne consistait pas « à briser l'Etat bourgeois, mais à trouver le temps pour s'organiser, pour développer et déployer des alternatives et des propositions politiques » (G. de Luna, *op. cit.*, p. 77).

La Séquence rouge montre très clairement l'importance de cette construction difficile et périlleuse d'une temporalité propre, d'un rythme singulier du processus politique dans lequel les différents épisodes de rupture et d'irruption sont reliés et reconnus par une visée de totalisation comme autant de moments internes d'un devenir stratégique des luttes et des expérimentations. Cette visée de totalisation représente le nœud crucial de ce qu'on a appelé les « opérateurs transversaux de politisation » ; ce n'est que cette construction d'une totalité en mouvement qui permet de hiérarchiser et organiser du point de vue d'une perspective cohérente les différentes phases d'avancée ou de recul, les victoires et les défaites : cette construction renvoie à ce que Gramsci visait par les notions de « guerre de position » et d'« hégémonie » et à ce qu'Althusser évoquait dans ses derniers écrits publics lorsqu'il essayait de définir la dictature du prolétariat comme la présence permanente de formes politiques émancipatrices capables d'imposer une orientation à la situation donnée et à l'ensemble des rapports sociaux.

Or, le problème de l'hégémonie renvoie inéluctablement au problème du pouvoir – de la prise et de l'exercice du pouvoir. Si l'on admet que la Séquence rouge vit la mise en place de formes durables de contre-pouvoir auxquelles il s'agissait de trouver une forme politique adéquate, on sera amené à reconnaître que, en elle, l'expérimentation multiforme d'une politique d'émancipation fut indissociable d'une perspective réelle d'orientation vis-à-vis de la société. Le « contrôle ouvrier », l'« autonomie ouvrière », le « pouvoir étudiant », l'« organisation des intellectuels » : on a toujours affaire, dans tous ces mots d'ordres, à une hypothèse d'expérimentation politique virtuellement hégémonique et d'investissement politique organisé de la vie sociale.

Une réflexion supplémentaire mériterait à ce propos l'usage du référentiel « social » comme opérateur anti-politique dans les stratégies de contre-révolution (que l'on songe au discours thermidorien après la chute de Robespierre ou au néo-confucianisme introduit en Chine depuis la prise du pouvoir par Deng Xiaoping). Encore une fois, le cas italien est hautement instructif. A la fin des années 1970, un opérateur idéologique crucial fut l'évocation d'une « société radicale » dont les besoins et les formes spontanées d'auto-organisation – où pouvaient coexister la convoitise de marchandises et le retour du sacré et de la Tradition – étaient opposés à la logique totalitaire de la politisation diffuse. Depuis les années 1980 – et l'évocation du proudhonisme par Bettino Craxi – la production d'un discours

anti-politique et « sociocratique » a accompagné les processus traditionnels de la répression étatique et de l'érosion planifiée des « forteresses » des classes laborieuses par la dé-localisation, la dé-industrialisation, la précarisation du travail et la financiarisation de l'économie (phénomènes incessamment présentés comme autant de manifestations de la créativité du Social). Aujourd'hui encore, anti-politique veut dire fétichisation de la société en tant que lieu impolitique des jouissances individuelles et communautaires, de la libre circulation des goûts et des opinions, des connivences entre particularismes, des transactions informelles et clientélistes, des fixations identitaires aux traditions et aux idiotismes, des agrégations éphémères de narcissismes médiatiques et consomméristes – bref, de toute la Grande Bouillie qui est le fruit habituel du découplage entre une société livrée à l'inertie de ses automatismes inégalitaires et la politique réduite à l'expropriation totalitaire de l'immanence vitale.

Or, la Séquence rouge italienne montre au contraire des tentatives extrêmement complexes d'articuler théoriquement et pratiquement rapports sociaux et projets politiques (que l'on songe aux réflexions d'origine opéraïste sur le rapport usine/société, ou encore à la question des intellectuels, qui suppose tant l'analyse des transformations des activités culturelles que la détermination politique « gramscienne » des fonctions de direction et stratégie). Les opérateurs politiques sont en premier lieu des opérateurs de cette double inscription qui doit sauvegarder tant l'excès de la politique par rapport à l'immédiateté sociale que l'efficacité de l'intervention dans les sites stratégiques de la société⁶.

Si ces hypothèses sont pertinentes, des conséquences sont à tirer à propos de la notion même de « conjoncture » : la Séquence rouge nous suggère, entre autres choses, qu'il faut éviter toute identification trop rigide de

⁶ Donnons encore une fois la parole au bilan esquissé par G. de Luna : « Cette "longue marche à travers les institutions" (...) se fondait sur une analyse approfondie du fonctionnement concret des appareils étatiques (...) Dans une perspective de longue durée, par-delà les abstraites fureurs insurrectionnalistes, il s'agissait de généraliser la formule expérimentée avec succès dans les universités : un puissant mouvement collectif qui investissait de l'intérieur toutes les institutions, en en brisant la "séparation" vis-à-vis de l'ensemble des rapports sociaux (...) *Dig where you stand*, "creuse là où tu es", le slogan qui résumait efficacement cette ligne, voulait dire critiquer l'ordre établi depuis le site où chacun se trouvait » (G. de Luna, *op. cit.*, p. 78). Ce qu'il importe de souligner, c'est que la *précision* dans l'analyse et l'intervention politique vis-à-vis de rapports sociaux déterminés s'oppose diamétralement à toute affabulation sur les vertus fluides et liquides du Social.

la conjoncture avec le modèle insurrectionnel-urbain de 1848, 1871, 1917, dont la ponctualité décourage, voire interdit, toute réflexion à propos du travail politique sur la structure interne de la conjoncture ou de la séquence. Il faudra peut-être imaginer la possibilité d'une conjoncture étendue, définie moins par la « saillance » éphémère d'un « événement » que par la durée propre d'un « ordre du jour » qui enveloppe les conditions virtuelles d'une alternative politique effective. Pour utiliser ici – très provisoirement – le vocabulaire d'Alain Badiou dans *Logiques des mondes*, il faudrait situer l'objet-conjoncture, non seulement au niveau des moments où la consistance d'un « monde » donné bascule, mais aussi bien, et peut-être surtout, à celui des conditions auxquelles devient pensable la mise en place systématique d'un « nouveau monde » régi par une consistance interne différente.

Ces questions impliquent des conséquences au niveau de l'étude des pensées « en conjoncture ». La réflexion dans et par la pensée d'une irruption ponctuelle impose des contraintes différentes de celles qui sont propres à l'intervention théorique dans une séquence étendue. On ne peut passer sous silence que la « surface d'inscription » propre aux interventions « en conjoncture » de la Séquence rouge fut caractérisée moins par la confrontation à ce qu'il y a d'insaisissable et de traumatique dans les discontinuités et les ruptures que par les problèmes jumeaux de la *concrétisation*⁷ et de l'articulation des différentes formes d'interruption des « affaires courantes ». La concrétisation implique toute une problématique du *projet* et du *programme*, des conditions de leur effectuation dans une conjoncture donnée, et suppose l'articulation entre le présent, le passé et l'avenir, donc la maîtrise du retentissement du passé dans le présent et du prolongement de l'action présente dans un avenir discernable. Penser (dans) la conjoncture pourrait vouloir dire, de ce point de vue, savoir se situer dans une totalité dynamique,

⁷ Sur cette notion chez Lénine, voir le *Lénine* de G. Lukács (1924 ; traduction française Paris, EDI, 1965) et *Séminaire du GRM*, séance du 30 octobre 2010, <http://f.hypotheses.org/wp-content/blogs.dir/1106/files/2013/01/GRM4.LENINE.Cavazzini.pdf> Lukács, dont l'importance pour bien de protagonistes de la Séquence rouge est incalculable, définit la « concrétisation » conjoncturelle du discours *théorique* comme une opération *pratique* de totalisation des déterminations internes à la conjoncture : « L'actualité de la révolution signifie (...) ceci : traiter tout problème quotidien particulier en liaison concrète avec la totalité historico-sociale ; les considérer comme moments de l'émancipation du prolétariat. L'enrichissement que le marxisme doit à Lénine consiste (...) dans la liaison la plus intime (...) des actions isolées avec le destin général, le destin révolutionnaire de la classe ouvrière tout entière. Il signifie simplement que chaque question actuelle (...) est en même temps devenue un problème fondamental de la révolution » (p. 30).

au concept de laquelle est essentielle non seulement la dimension temporelle, mais aussi la dimension spatiale, du double point de vue du contexte géopolitique et de la topique sociale.

On dira donc que l'urgence même des problèmes de la conjoncture a imposé aux tentatives de penser la Séquence rouge de l'intérieur tant une confrontation serrée avec les paradigmes pratiques et théoriques de l'histoire du mouvement communiste (l'Octobre, le léninisme...) qu'une réflexion sur la topologie de l'action politique en acte : rapport au contexte international, bien sûr, pour pouvoir formuler une hypothèse de « révolution en Occident », mais aussi détermination des marges d'action politique propres à l'articulation des rapports sociaux typiques du capitalisme avancé. La communication des sphères sociales, des *lieux* où l'action militante doit s'inscrire, devient un problème crucial à cause, justement, du choix stratégique en faveur d'une généralisation « horizontale » des pratiques de lutte. Il s'agissait de réaliser un *partage* de ces pratiques qui ne pouvaient que s'activer localement, dans des lieux déterminés et souvent très hétérogènes⁸. Les problèmes de l'extérieur et de l'intérieur, du centre et des marges, de la sécession et de l'intégration, et finalement de l'exode et la « longue marche à travers les institutions », font constamment surface dans les interventions, et les querelles, à propos des rapports entre intellectuels, industrie culturelle et organisations politiques ; ou encore entre lieux de la production, subjectivation politique et « société civile ». Pour ne mentionner que les bifurcations internes à l'opéraïsme, on peut interpréter l'« autonomie du politique » de Tronti comme une tentative de *sortir* du cadre de la production vers l'agir politique et d'*entrer* dans la sphère du pouvoir étatique ; symétriquement, l'hypothèse de l'Autonomie ouvrière implique de *sortir* de l'usine pour ancrer les pratiques politiques à *l'intérieur* du territoire urbain et des innervations du corps social – quitte à penser le

⁸ Pour l'élaboration théorico-stratégique du mouvement des étudiants, « il s'agissait d'amorcer une expansion progressive au travers des nœuds multiples de la société capitaliste, par-delà toute mythologie de l'assaut donné au cœur de l'Etat. On ne visait plus un centre unique, un pouvoir concentré et absolu. La prise en compte de la complexité du rapport entre institutions et société était le point de départ de la "longue marche" : depuis l'université, il était possible de réaliser des rencontres successives avec d'autres strates sociales, notamment les étudiants des lycées et des écoles professionnelles et les jeunes ouvriers, dans une stratégie visant non pas des alliances, mais un développement de la conscience politique à la fois autonome et commun, et qu'il aurait fallu expérimenter sous des formes inédites » (G. de Luna, *op. cit.*, p. 79). Ces prémisses, déterminée par la ligne politique choisie, expliquent la rencontre (souvent ambiguë) de la Nouvelle Gauche extraparlamentaire italienne avec la pensée de Foucault et de Deleuze-Guattari qui se produira au cours des années 1970.

rapport à ce corps social en termes de *soustraction* ou d'*exode* vis-à-vis de la société devenue complètement *interne* au capital. Dans un autre domaine, la traversée de la fausse conscience proposée par les théoriciens des fonctions intellectuelles implique également toute une dialectique entre le dedans et le dehors, l'exode et l'enracinement. Le problème est donc toujours celui d'une *forme* politique en mesure d'opérer concrètement cette inscription dans les moments et les lieux qui définissent la structure interne de la situation.

Il s'agira également de jeter une lumière différente sur les phénomènes tragiques et obscurs associés aux « années de plomb »⁹. Bien que notre but consiste justement à opposer à la lecture « noire » des années 1970 l'anamnèse des créations politiques de la Séquence rouge, nous ne voulons pas exorciser une réalité incontournable : dans la phase finale de la séquence la violence comme pratique diffuse a connu une extension et une intensité rares. Si l'on veut éviter de superposer la condamnation morale au travail d'analyse, il faudra chercher des raisons à cette dynamique que l'auto-défense vis-à-vis de la répression étatique n'explique que partiellement. D'ailleurs, l'image sombre que la fin de la décennie 1970 a laissé dans la mémoire générale, y compris celle de ceux qui sont restés fidèles à la Séquence rouge, n'est que partiellement liée à la montée en puissance de la violence « militarisée » des Brigades rouges et des autres formations armées. La même image de dissolution et d'impasse émerge des déchirures subjectives sur lesquelles

⁹ « La logique de l'état d'urgence a marqué toute cette époque du nom d'"années de plomb", années d'ensauvagement des rapports sociaux et de cultures politiques délirantes et perverses. L'état d'urgence ayant détruit toute trace de ces cultures, il est très difficile aujourd'hui de réinscrire dans la mémoire collective ce que les années 1970 furent réellement. A cette situation objective il faut ajouter la destruction de la mémoire et l'abjuration de leur propre passé de la part de nombreux protagonistes de ces années-là » (Sergio Bologna, "Ambiente e ideologia", dans *Classe*, n. 2-3, 1988). Le *Schreckbild* des « années de plomb » fut construit et mis en circulation dans l'opinion publique essentiellement par les *mass media*, ce qui représentait également l'inauguration de leur rôle décisif dans la formation idéologique des Italiens suite à la crise des cultures politiques traditionnelles. La contribution de l'histoire savante fut très limitée et celle des souvenirs et des bilans des protagonistes fut rudement effacée. Encore aujourd'hui, certains organes de presse – en premier lieu le quotidien *La Repubblica*, qui se trouve être le principal « formateur d'opinion » des sympathisants de la gauche respectable – affirment plus ou moins ouvertement la nécessité morale (« par respect des familles des victimes ») d'interdire aux anciens terroristes toute prise de parole publique visant à fournir leur propre vision de la séquence historique dont ils ont été des acteurs.

débouchèrent la réactivation de contre-cultures et les tentatives d'articuler politique militante et critique de la vie quotidienne.

Si l'on veut continuer à donner une lecture politique de la crise finale de la Séquence rouge dans les années 1970, on est amené à considérer ces manifestations de dissolution comme des effets de l'impossibilité d'un débouché politique adéquat à la puissance des mobilisations. Autrement dit, la virulence et la radicalité du processus, l'ampleur de la mobilisation, la variété des sites et des enjeux investis, la profondeur des racines idéologiques et organisationnelles de la Séquence – qui engagea des milliers de personnes « dans ce qu'ils avaient de plus profond » –, ne purent trouver aucune forme de stabilisation politique à la mesure de leur envergure, si bien que la totalisation stratégique des déterminations temporelles et spatiales s'avéra constamment insuffisante. D'où toute une série de rapports « pathologiques » à ces déterminations – imitation mécanique des solutions politiques du passé et/ou rupture fantasmée avec tout modèle préexistant ; réduction de l'horizon politique à l'activisme local et/ou articulation immédiate purement verbale de l'ensemble hétéroclite des émergences et des criticités sociales ; crispation sectaire ou « communautaire » et/ou fuite en avant vers la dissolution de toute organisation dans l'indistinct du « mouvement » : chacune de ces positions cherchant à répondre dans l'imaginaire à l'incapacité réelle à maîtriser les déterminations de la conjoncture¹⁰.

Il faudrait peut-être incorporer à l'analyse de l'inscription des pratiques théoriques et politiques dans les conjonctures la prise en compte des différences d'échelle dans leurs effets de blocage et de ce qu'Althusser évoquait sous le nom de « sous-détermination ». Qu'est-ce qui se passe lorsque les processus qui définissent la conjoncture ne peuvent être traités sur

¹⁰ Selon G. de Luna, « le mouvement italien avait été capable de mélanger les langages et les appartenances, de faire rencontrer des gens très différents et de leur permettre de se comprendre mutuellement, au sein d'une communauté à bien des égards inédite par rapport aux identités révolutionnaires traditionnelles. [Avec la défaite de la lutte ouvrière] tous ces langages retombèrent dans le silence, il redevint impossible de se comprendre mutuellement, la communication cessa et la centralité ouvrière s'avéra inadéquate à saisir la complexité d'une réalité éclatée où refaisaient surface des nouvelles identités "féodalises", des fragments d'idéologie, le séparatisme des "genres" (...). La déroute ouvrière fut l'équivalent de l'empoisonnement des sources d'eau pour les communautés rurales ; le processus de la communication fut interrompu, les idées perdirent toute plasticité pour devenir des schèmes ossifiés, le soupçon et la méfiance réciproques ouvrirent la voie à cet égoïsme qui devint bientôt, se répandant au delà de la sphère personnelle, une pratique politique » (G. de Luna, *op. cit.*, p. 134-135)

un plan adéquat à leur ampleur par aucun des instruments théoriques et organisationnels disponibles ? Quelles sont les conséquences de l'impuissance de l'action politique vis-à-vis de sa propre inscription conjoncturelle ? Les paroxysmes de violence des séquences révolutionnaires seraient donc, très souvent, autant de passages à l'acte cherchant à forcer le blocage d'une situation qui ne dispose pas de solution stratégique réelle au niveau de formes politiques disponibles.

Une autre forme de réaction à ces blocages consiste dans une rationalisation faisant des caractères spécifiques de l'impasse autant de caractères positifs de la conjoncture et de son inscription politique. L'élaboration théorique liée à l'Autonomie a utilisé, dans les années 1970, un jargon « post-structuraliste » emprunté assez éclectiquement à Foucault et à Deleuze-Guattari, pour réduire toute problématique de la totalisation à une notion téléologique et apologétique de « dialectique », finissant par attribuer à l'intervention politique « juste » les traits qui en avaient scellé au contraire l'échec : l'éclatement des actions, l'impossibilité à articuler les différentes échelles, la difficulté à fixer des priorités et des hiérarchies, le rétrécissement de l'horizon de l'expérience politique qui empêche l'inscription dans la durée et force à tout recommencer à chaque nouvelle initiative... La dissolution de la continuité historique et la représentation éclatée et inarticulée des rapports sociaux ont été vues comme des ressorts des pratiques d'émancipation, alors qu'elles ont accompagné l'enlissement définitif de tout projet politique généralisable : ce rapport assez pervers à l'histoire représente encore aujourd'hui un obstacle majeur à la réappropriation de la Séquence rouge (et sans aucun doute à l'intelligence du présent). Il exerce des effets idéologiques, vraisemblablement néfastes, dans les éloges contemporains de la non-organisation, et dans l'invention de toutes pièces d'un « nouveau » modèle de forme politique désignable comme forme-émeute ou forme-tumulte, alors que le problème posé par les « tumultes » est exactement celui de la forme politique apte à les traiter afin qu'ils puissent déboucher sur un basculement réel des rapports de force.

Les impasses de la Séquence rouge soulèvent par conséquent des questions ultérieures à propos des rapports entre la politique et l'histoire – l'histoire dans laquelle la politique intervient, et l'histoire écrite à partir de l'intervention politique.

D'abord, le destin de la séquence italienne nous confronte au problème d'une histoire des séquences politiques qui serait différente d'une histoire des référentiels étatiques (et des partis politiques en tant qu'appareils d'Etat ou Etats *in nuce*). La possibilité d'une histoire politique extérieure à l'Etat semblerait représenter l'un des enjeux des oppositions conceptuelles proposées par les théoriciens contemporains : opposant le pouvoir constituant au pouvoir constitué, l'exception au compter-pour-un, la politique à la police, bien de théories contemporaines cherchent à penser l'écart entre les devenirs de l'émancipation et la forme étatique de l'agir politique. Mais pour éviter que la pensée de cet écart se contente de répéter compulsivement l'opposition simple et brute qui le structure, il faudrait peut-être introduire une dialectique plus serrée entre la forme-Etat et les processus censés l'excéder. Finalement, on pourrait penser que l'une des impasses mortelles du communisme au XX^e siècle ait été, non pas la confrontation à l'Etat en tant que telle (il ne s'agissait pas d'un choix, après tout...), mais l'incapacité de prolonger le processus politique émancipateur à l'échelle du cadre étatique – tant l'impossibilité d'empêcher la « déviation » des Etats post-révolutionnaires que la défaite des mouvements d'opposition vis-à-vis des Etats capitalistes semblent témoigner de l'incapacité des opérateurs historiques des hypothèses politiques émancipatrices à maîtriser, éventuellement pour les désarticuler, les « échelles » et les structures propres à la forme-Etat moderne.

En raison de sa durée et de son ampleur, la Séquence rouge montre précisément une longue recherche, contradictoire et difficile, d'un débouché stratégique et organisationnel qui, sans être étatique, déploierait pourtant un degré d'efficacité au moins comparable à celui des appareils d'Etat. Inutile de souligner que la form(ul)e politique capable d'articuler durablement l'excès de la politique par rapport à l'Etat *et* les facteurs de puissance nécessaires pour s'imposer à l'Etat comme contre-pouvoir permanent ne fut jamais trouvée : l'incapacité d'atteindre le même degré d'efficacité et la même ampleur du champ d'action que connurent des organisations comme le PCI, entièrement territorialisées sur la forme-Etat, contribua à épuiser les protagonistes de la Séquence rouge, ne laissant que la double impasse d'une réintégration dans l'Etat capitaliste ou de l'affrontement armé.

Voilà donc toute la redoutable difficulté : comment penser un processus en excès vis-à-vis de l'Etat mais de même portée que celui-ci ? Comment éviter tant la simple suture étatique que le minoritarisme assumé ? Quelle forme politique nouvelle pourrait durablement s'opposer à la forme-Etat tout

en la remplaçant au moins partiellement ? Question qui hante, par-delà la Séquence rouge et les mouvements oppositionnels du capitalisme avancé, la thématique léninienne du dépérissement de l'Etat, et les efforts du communisme chinois pour ne pas répéter le trajet soviétique...

Or, cette différence d'échelle par laquelle l'action politique se trouve constamment ramenée en-deçà d'une inscription efficace dans le nœud surdéterminé de la conjoncture a des implications qui touchent directement aux concepts de l'histoire et de l'agir historico-politique. Selon l'historien allemand Reinhart Koselleck, le fait que « le langage et l'histoire, le discours et l'action ne se superposent jamais parfaitement » représente une « donnée anthropologique préalable » qui gouverne *a priori* la possibilité même de l'historicité comme unité de *res gestae* et *historia rerum gestarum* : « [Thucydide] a articulé l'expérience anthropologique originelle, l'existence d'un hiatus fondamental entre l'ensemble des événements composant une histoire et ce qui est dit lors de la constitution de cette histoire »¹¹ – constitution réflexive qui commence déjà avec les discours des acteurs directement impliqués dans les séquences historiques, si bien que la « différence existant entre les séquences événementielles et les discours qui les accompagnent avant, pendant et après »¹² est immédiate et indépassable.

Le projet théorique de R. Koselleck visait à dégager les conditions *a priori* de l'historicité comme dimension ontologique de l'homme ; nous essayerons de reformuler ses remarques par la problématique qui est la nôtre et qui concerne en premier lieu le statut hétéronome de l'agir politique. La conjoncture – telle que nous cherchons à la penser dans toutes ses déterminations – est le lieu où se manifeste l'hétéronomie de la politique. Les torsions qu'elle impose aux discours et aux pensées en acte de la politique, et qui peuvent relever tant de la violence d'une irruption que du long défi de la concrétisation, renvoient toujours aux limites immanentes que rencontre l'agir politique dans ses tentatives de ne faire qu'un avec la situation où il s'inscrit. La non-transparence de l'agir, voire sa finitude, ne sont que les noms donnés à l'hétéronomie par laquelle l'étude des séquences politiques est une analyse (interminable) relevant de ce qu'il faudra appeler le matérialisme historique. Mais si la conjoncture révèle l'hétéronomie de la politique par le biais d'un événement ou d'une séquence événementielle gouvernée par un « ordre du

¹¹ R. Koselleck, *L'expérience de l'histoire*, Paris, Seuil/Gallimard, 1997 ; Collection Folio, 2011, p. 301.

¹² *Ibid.*

jour » durable qui contraint l’agir, alors il faudra peut-être incorporer à son concept toutes ces situations où ladite hétéronomie se manifeste comme le blocage presque total des initiatives politiques. Autrement dit, si l’hétéronomie structurelle de la politique est ce que rend visible son inscription conjoncturelle, il faudra peut-être incorporer au concept de cette inscription, non seulement le mode spécifique d’hétéronomie impliqué par les tâches de la situation donnée, mais également la passivité comportée par des situations où l’écart entre les séquences événementielles et la pratique politique se creuse jusqu’à entraîner l’impossibilité de la politique. Si l’unité de la conjoncture en tant qu’objet déterminé est donnée non pas par de simples « faits » (émeutes, insurrections...) relevant immédiatement de la chronique – ce qui correspondrait à un historicisme empiriste naïf – mais par la consistance réflexive de *problèmes* déterminés que « ce qui se passe » fait surgir à l’intérieur d’une position politique comme autant de *symptômes* de la nécessité d’un repositionnement ; si c’est la dimension problématique qui soutient l’inscription réciproque de la politique et de l’histoire, il faudra pouvoir nommer les situations où les problèmes posés excèdent toute capacité réelle d’y répondre par une concrétisation effective. Et cet excès se manifeste souvent, sinon invariablement, par l’incapacité à opérer une mise-en-forme politique adéquate des processus actifs dans la conjoncture.

Encore une fois, la Séquence rouge italienne peut nous apprendre beaucoup à propos de ces situations d’impasse : les différentes propositions organisationnelles et stratégiques qu’esquissèrent les opéraïstes, les critiques du statut des intellectuels, les groupes comme *Lotta continua* ou encore le courant autonome peuvent être lus comme autant de tentatives de réorienter la pratique afin d’éviter un écrasement de toute initiative sous le poids de conditions de plus en plus difficiles à maîtriser. Finalement, la Séquence rouge aura montré, de manière paradigmatique, la difficulté de la politique à se confronter à l’excès qu’apporte avec elle toute *histoire* – leçon première de toute « conception matérialiste de l’histoire » qui ne tomberait pas dans le piège du politicisme. L’épuisement de la mobilisation, et de toute initiative politique efficace, marque le degré maximal de disjonction entre la trame matérielle des séquences historiques et l’efficacité réelle des inscriptions politiques théoriquement et discursivement réfléchies. La conjoncture apparaît alors comme le lieu de la séparation entre les conditions historiques et le savoir avec lequel la politique s’oriente ; si bien que le sujet qui s’en trouve

constitué n'a de consistance que par l'écart, voire le retard, qui éloigne de l'actualité son gain réflexif d'expérience.

La division entre les conditions d'inscription de la politique et son propre positionnement réflexif débouche ainsi sur une paralysie. Ce constat peut engendrer une certaine mélancolie, surtout vis-à-vis de notre incapacité actuelle à discerner les conditions sous lesquelles le processus d'inscription pourrait être réactivé. Et l'Italie d'aujourd'hui pourrait également s'avérer paradigmatique concernant ces effets de mélancolie : symptômes, et ressorts, d'une séparation d'avec l'histoire, voire d'une volonté obscure de ne plus agir et exister dans la politique et l'histoire, de tels effets risquent d'être récupérés comme stratégies gouvernementales délibérées. A cette possibilité nous ne pouvons qu'opposer, dans les limites de notre propre pratique, le souvenir inactuel d'un passé inappropriable, mais aussi inachevé, qui peine à être intégré au continuum de l'expérience, mais qui, en vertu de cette inactualité même, ne paraît pas avoir épuisé, dans le cadre étroit de l'époque qui fut la sienne, toutes ses ressources et ses significations.